

# PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
JMG/AB

## A R R E T E

N° 9 3 0 2 3 9 du 10 FEV. 1993 portant  
autorisation d'exploiter au titre des installations classées  
un stockage provisoire de sels résiduels à FELDKIRCH, BOLLWILLER et  
STAFFELFELDEN

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU la Convention de Bonn du 5 décembre 1976 et du protocole additionnel du 25 septembre 1991 portant sur la diminution des rejets de chlorures dans le RHIN ;
- VU l'arrêté d'occupation en date du 9 juin 1992 définissant les parcelles utilisées pour former l'aire de stockage ;
- VU la demande présentée par la Société M.D.P.A. par laquelle la société demande l'autorisation de constituer un stockage provisoire de sels résiduels ;
- VU le dossier annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- CONSIDERANT que cette installation constitue un établissement classé soumis à autorisation visé au n° 167 b de la nomenclature des Installations Classées ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant un mois du 5 octobre au 5 novembre 1992 ;
- VU les avis du commissaire enquêteur, du Conseil Municipal de BOLLWILLER, STAFFELFELDEN et des Services Techniques ;
- VU le rapport du 30 décembre 1992 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des Installations Classées ;
- VU l'avis du 21 janvier 1993 du Conseil Départemental d'Hygiène ;
- SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

A R R E T E

Titre I : dispositions générales

Article 1er

Les Mines de Potasse d'Alsace SA sont autorisées à exploiter le stockage des sels résiduels à la Mine Marie-Louise. Cette aire de stockage provisoire sera située sur le territoire des communes de Feldkirch, Staffelfelden et Ungersheim, en bordure NORD des terrils de la Mine Marie-Louise. Le terrain concerné concerne une superficie d'environ 12 hectares.

Précisions sur les terrains des communes citées :

- Feldkirch : section 12 n° 24/5, section 12 n° 14, section 12 n° 15 ;
- Staffelfelden : parcelle de 0,5 ha propriété des MDPA ;
- Ungersheim : section A0 n° 18/7.

Cette exploitation constitue une activité visée par la rubrique n° 167 b) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce stockage ne pourra en aucun cas être utilisé pour tout autre dépôt autre que le sel résiduel.

Article 2

Les installations seront établies et exploitées conformément aux prescriptions techniques énumérées dans le présent arrêté. Elles seront conformes aux plans et descriptifs fournis lors de la demande d'autorisation.

.../...

### Article 3

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier descriptif. Elle doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976.

Sont à signaler notamment :

- tout déversement accidentel de produits et de liquides polluants ;
- tout résultat anormal d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées ;
- tout résultat d'un contrôle de la qualité des eaux souterraines de nature à faire soupçonner un mauvais fonctionnement du dispositif d'étanchéité.

Lorsque le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions ci-dessous ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire la déclaration sans délai à l'inspection des installations classées.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiates nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976.

## Titre II : Aménagements

### Article 4 - aire proprement dite

Les terres de décapage seront mises en cordon sur la bordure OUEST de l'aire. Ces terres ne devront en aucun cas quitter cet emplacement et serviront après déstockage pour la remise en état du terrain.

Les matériaux alluvionnaires en place peuvent être réutilisés pour le nivellement de la plate-forme. Avant cette opération, les terres mises à jour devront être compactées afin de réduire le tassement après dépose des sels résiduels.

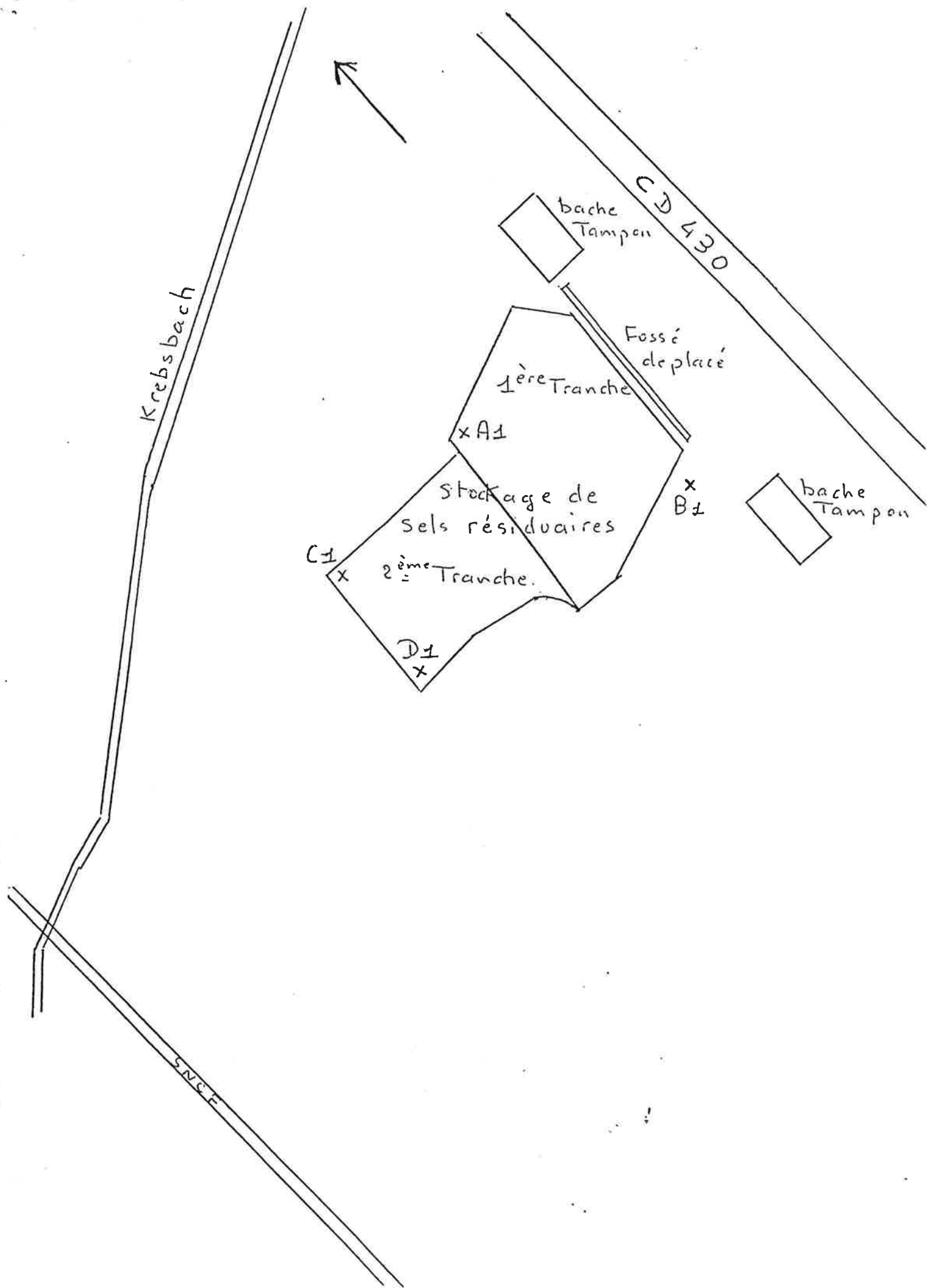
La hauteur de rehaussement du sol naturel variera de 0,35 m à 1,35 m en fonction de la topographie et compte tenu d'un tassement de 0,3 m. Dans le secteur du point B1 (plan joint à l'arrêté), la surface réalisée devra se situer à une hauteur minimale de 0,75 m au-dessus de la nappe lors des hautes eaux.

L'aire terminée devra présenter des pentes de 0,2 % côté NORD et 0,6 % côté EST dans le sens transversal, permettant ainsi l'écoulement des eaux de ruissellement vers les fossés de récupération des bordures de l'aire.

Le ruisseau Krebsbach sera entretenu régulièrement afin d'éviter son débordement lors des crues. Le drain de l'Oratoire sera déplacé et réactivé afin d'augmenter l'efficacité.

Par ailleurs, la poursuite de pompages sur les puits proches du site (2 puits n° 137 et 138 et 4 puits n° 141 à 144) sera maintenue pendant la durée du stockage provisoire, apportant ainsi une garantie supplémentaire quant aux risques des remontées de la nappe. Succédant à l'arrêt en 1990 des puits 139-140, et dans l'éventualité de l'arrêt d'un autre puits (137 ou 138), ces puits resteront équipés et prêts à fonctionner en cas de remontée exceptionnelle de la nappe. Ces eaux seront utilisées pour l'exploitation des mines de potasse ou rejetées au saumoduc.

.../...



#### Article 5 - système d'étanchéité

La couche étanche sera constituée du revêtement en polyéthylène haute densité composé de lés de dimension 200 m x 10,2 m avec une épaisseur de 2 mm. Une épaisseur de 2,5 mm sera utilisée sur les bords de l'aire de stockage (partie non recouverte de sels). La couche étanche sera réalisée en minimisant les raccords. Le lés se recouvriront d'une largeur nécessaire à leur liaison (environ 20 cm) par une soudure continue d'une largeur approximative de 4 cm. Au-dessus de l'aire étanche pourront être aménagées des zones de roulage avec du béton bitumeux. Ces zones de roulage seront constituées de :

20 cm de grave reconstituée humidifiée (GRH)  
8 cm de béton bitumeux.

Les plans cotés d'exécution de l'aire devront être transmis à l'ingénieur de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE).

#### Article 6 - collecte des eaux de ruissellement

Les bordures de l'aire de stockage étanche seront aménagées afin d'assurer la collecte et l'évacuation des eaux de ruissellement. Pour cela, des fossés seront creusés le long de ces bordures, reliés par des exutoires placés aux points les plus bas du pourtour au réseau d'évacuation des saumures. En aucun cas, ce réseau ne doit être enterré sous l'aire où se trouvera déposé le sel résiduaire.

Ces fossés du système de collecte et d'évacuation seront surdimensionnés afin d'éviter tout risque de débordement.

Ces fossés seront revêtus du même système de revêtement étanche (polyéthylène haute densité) soudé à celui qui recouvre l'aire. On veillera à éviter de plier le revêtement à des angles inférieurs à 90°.

Les bâches tampon étanches existant actuellement, seront maintenues dans leurs fonctionnalités.

La surface exploitée sera accompagnée sur son périmètre de fossés de collecte et d'évacuation à l'exception de :

- côté Ouest, en vue de l'extension de stockage, cette partie du périmètre est équipée d'une bordure étanche et surélevée de 15 cm ;
- la partie Sud n'aura pas directement un fossé, cette partie étant prolongée par le stockage de sels de déneigement équipé lui-même d'un fossé de collecte et d'évacuation.

.../...

#### Article 7 - piézomètres

Le contrôle par piézométrie doit être renforcé par l'implantation de piézomètres forés en bordure même du fossé latéral NORD de l'aire de stockage, en aval-écoulement de la nappe phréatique. La surveillance de la qualité de la nappe en aval et amont du terril se fera par 5 piézomètres. Le Directeur Régional de l'Environnement -Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques- sera rendu destinataire des relevés piézométriques.

#### Article 8 - contrôle de la bonne exécution des travaux

La détermination des conditions de compactage à mettre en oeuvre afin d'assurer la meilleure compacité permettant un tassement estimé à 30 cm après dépose des sels résiduaire, sera communiquée à l'ingénieur de la DRIRE.

Des soudures d'essai seront réalisées avant la réalisation des soudures entre les lés de revêtement in "situ". Des essais destructifs ponctuels de traction et décollement seront réalisés à raison de 2 échantillons par jour. La totalité des soudures (éventuellement celle refaite après incident sur le revêtement étanche) fera l'objet d'un contrôle non destructif par ultra-sons.

Les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux feront l'objet d'un test d'étanchéité.

Un relevé topographique de l'aire terminée devant être réalisé avant tout début de mise en stock sera transmis à la DRIRE.

Tous ces essais cités ci-dessus feront l'objet de procès-verbaux tenus à la disposition de l'ingénieur de la DRIRE.

### Titre III : Exploitation

#### Article 9

L'aire pourra être réalisée en plusieurs tranches successives, correspondant à une ou plusieurs années d'exploitation.

#### Article 10 - Chargement, transport, déchargement

Le produit à stocker sera chargé dans des camions qui l'achemineront jusqu'à l'aire sans emprunter de voie publique. Les camions déverseront sur l'aire de stockage directement sur le tas en cours de constitution, qui servira au fur et à mesure de son avancement, de piste de roulage. La montée du terril se fera par couche afin de répartir la pression exercée sur le terrain. Ni les camions, ni les engins (utilisés pour aménager la piste de roulage et répartir le sel déversé) ne circuleront directement sur le revêtement PeHD.

La hauteur du tas sera limitée à 20 mètres et ce tas aura sa couche supérieure plane.

Une bande latérale de 3 mètres sur le pourtour du terril sera maintenue pour récupérer les eaux de ruissellement. La pente de stabilité voisine de 45° semble suffisante. Si toutefois le sel venait à glisser ou s'écrouler soit :

- après de fortes précipitations (nécessité de piégeage des écoulements boueux),
- durant le déversement du matériau par les engins de chantier, celui-ci sera rapidement retaluté.

.../...



## Titre V : Pollutions

### Article 14

En cas de fuite ou d'accident des engins (carburant ou huile principalement), les mesures habituelles dans ce type d'incident seront immédiatement prises.

### Article 15

Dans le cas où l'exploitation de l'installation générerait des envois de poussières gênants pour le voisinage, l'exploitant devra mettre en oeuvre des moyens destinés à en limiter les effets. Ces moyens pourront être par exemple :

- l'arrosage des pistes au moyen de camions-citernes arroseurs,
- la mise en place de rampes de pulvérisation d'eau fixes le long du parcours des camions et/ou au point de chargement.

Titre VI : Destockage

Article 16

Les conditions pour le déstockage du terril seront fixées par un arrêté préfectoral complémentaire pris conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à COLMAR, le 10 FEV. 1993

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : Roger DURAND

Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :



Christian AULEN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif,  
le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant,  
il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.